Quand la gauche luttait contre l'immigration

19/08/2009 à 15h30



[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=fz08sn8oXlw[/youtube]
Vidéo du 04/07/1991 (via Jules G.) – Le lecteur qui possède un exemplaire du tract et fournit un scan gagne un séjour à Sarcelles.
Texte du tract

IMMIGRATION – L'opinion des communistes [1991]

Explosions de colère dans les villes, croissance du sentiment d'insécurité, résurgence du racisme,… La droite et l'extrême droite que nous combattons résolument, cherchent à attiser la haine contre les immigrés. Au-delà, l'immigration est-elle devenue aujourd'hui un vrai problème ? Notre réponse est OUI.

Pourquoi tant d'immigrés viennent-ils dans notre pays ?

Depuis toujours et pour des raisons très diverses, il y a des immigrés en France, dont beaucoup ont choisi de rester dans notre pays. De nombreuses familles, immigrées à l'origine, sont devenues partie intégrante du peuple français. Aujourd'hui c'est essentiellement l'effroyable misère du Tiers-Monde qui contraint des hommes, des femmes, des jeunes à venir tenter de vivre dans un pays développé comme le nôtre.

Cette immigration est d'autant plus forte qu'elle est organisée : les patrons y trouvent une main d'œuvre à bon marché. La politique suivie par les gouvernements a conduit à regrouper de nombreuses familles immigrées dans les banlieues,

les cités populaires. Ainsi toutes les difficultés issues de la crise, du chômage, de l'exclusion, des inégalités se sont trouvées cumulées dans de véritables « cités-ghettos », où des familles françaises et immigrées voient leurs conditions de vie s'aggraver de façon intolérable.
Alors que toute immigration nouvelle aurait dû être arrêtée depuis longtemps (les communistes le disent depuis 1974), une immigration clandestine est organisée au mépris de la loi. Des patrons y trouvent leur intérêt en surexploitant cyniquement ces travailleurs, que des « passeurs » et des « logeurs » rançonnent. Tous les gouvernements ont fermé les yeux sur ces pratiques ignobles qui continuent à faire grandir le nombre d'immigrés dans notre pays.

La France peut-elle continuer à accueillir de nouveaux immigrés ? Non

Avec 3,5 millions de chômeurs, il faut arrêter toute immigration nouvelle : c'est l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés. Pour cela, il faut sévèrement sanctionner ceux qui permettent, organisent et utilisent l'immigration clandestines (patronat, marchands de main d'œuvre, passeurs, logeurs,…). Des accords doivent être conclus avec l'ensemble des pays d'immigration pour un contrôle plus strict des sorties et retours de leurs ressortissants. Plus généralement, il faut s'engager sans attendre dans une politique nouvelle mettant fin au pillage des peuples du Tiers-Monde, aidant à leur propre développement, permettant d'apporter une solution durable et d'intérêt mutuel au douloureux problème de l'immigration.

N'y a-t-il pas des abus dans l'utilisation de la loi française qui permet le regroupement familial ?

Si, il faut les supprimer. Un immigré doit avoir le libre choix de rester en France ou de retourner dans son pays. S'il décide de vivre en France, il est normal qu'il puisse y vivre avec sa famille pourvu que ce soit dans le respect de la loi française, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les

autres habitants du pays. Ce n'est pas toujours le cas. Certains utilisent les conditions actuelles pour rassembler sans contrôle sous un même toit un nombre élevé d'adultes et d'enfants en dissimulant une immigration illégale. Il faut donc que le droit au regroupement familial soit garanti, mais maîtrisé et rigoureusement contrôlé dans son application.
Un immigré peut également décider de retourner dans son pays. Des accords nouveaux basés sur l'intérêt mutuel avec les pays d'origine doivent lui permettre de réussir sa réinsertion.

L'existence d'une nombreuse population immigrée dans une même ville ne conduit-elle pas à des déséquilibres dans l'utilisation des ressources communales qui mécontentent d'autres couches de la population ?

Si, et il faut y remédier. Les familles immigrées sont souvent les plus nombreuses et les plus pauvres. Elles sont donc parmi les premières à bénéficier des aides accordées aux plus démunis. C'est une part importante du budget social de la commune –déjà trop limité- qui est ainsi dépensée. L'accès à certains services ou équipements est rendu plus difficile pour d'autres, parce que trop cher. C'est à une situation qui ne peut plus durer que se heurtent les élus dans de nombreuses communes populaires. Il faut donc assurer la construction de logements sociaux pour les familles françaises et immigrées dans toutes les villes où il en manque afin d'arrêter la création de villes ou de quartiers-ghettos. Sans attendre, l'Etat doit apporter des moyens exceptionnels aux communes confrontées à ces difficultés afin que partout on puisse aider toutes les familles qui en ont besoin.

Drogue, violence, délinquance : faut-il fermer les yeux quand des immigrés sont dans le coup pour ne pas être traité de raciste ?

Non, absolument pas. Etre raciste, c'est prétendre que les immigrés sont la cause de « tout » : du chômage, de l'austérité, de l'insécurité, du trafic de drogue,… C'est absurde, monstrueux, criminel. Mais cela ne signifie pas qu'aucun d'eux ne pourrait par principe être coupable de

rien ! Au contraire, nous disons, et depuis longtemps, qu'entre français et immigrés ce qui vaut, c'est la règle : mêmes droits, mais aussi mêmes devoirs.
En ce sens, le respect de la tranquillité des gens, des traditions et du mode de vie français –puisque nous sommes en France-, des droits et devoirs de la vie en commun est une exigence qui s'impose à tous et qui ne souffre aucune exception. La sécurité des personnes et des biens est un droit essentiel, et la force publique dont c'est la mission prioritaire doit disposer des moyens nécessaires pour l'assurer. La drogue est un fléau qui doit être combattu par l'information, la prévention et les soins mais aussi par la répression à l'encontre des trafiquants, quels qu'ils soient.

Faut-il retourner sa colère contre les immigrés, les traiter en boucs émissaires des maux dont souffrent notre pays ?

Non, il faut changer de politique. Ce n'est pas parce que les immigrés occupent trop d'emplois qu'il y a du chômage, c'est parce que la politique du gouvernement s'aligne sur les choix patronaux de licenciements et de précarisation de l'emploi.
Ce n'est pas parce que les immigrés touchent trop de la Sécurité Sociale qu'elle est en déficit –ils y cotisent au même titre que les autres salariés-, c'est parce qu'il y a trop de chômage, que les salaires sont trop bas et que les revenus de la finance sont exonérés de cotisations.
Ce n'est pas parce que les familles immigrées occupent trop de logements H.L.M. qu'on en manque, c'est parce qu'on ne construit pas assez de logements sociaux, du fait de la politique gouvernementale et des choix de nombreuses municipalité de droite.
Ce n'est pas en infligeant des discriminations supplémentaires aux immigrés qu'on étendra le droit des français, c'est en élargissant pour les uns et pour les autres les droits économiques et sociaux, les libertés individuelles et collectives.
Nous combattons résolument le poison du racisme distillé par la droite et l'extrême droite, qui vise à dresser français et immigrés les uns contre les autres, à diviser les victimes

d’une même politique.
Nous appelons à se rassembler et à agir pour une politique nouvelle, utilisant les richesses de la France non plus au profit des privilégiés de la fortune mais pour l’emploi, la formation, la santé, le logement, etc… C’est la mise en œuvre d’une telle politique qui sapera les bases du racisme et de la xénophobie et permettra à la tolérance, au respect mutuel de l’emporter.
Devant la situation difficile et dangereuse que connaissent de nombreuses communes, les militants et les élus communistes exigent un effort exceptionnel du gouvernement. Ils sont partout disponibles pour que le dialogue l’emporte et permette d’agir ensemble pour obtenir les moyens de régler les problèmes auxquels les populations sont confrontées. »

———

Comparer avec :



Pour plus d’informations, lire la page [Gauches et immigration]